



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article71>

Chine-Afrique

Un responsable américain rejette les vues alarmistes sur les relations sino-africaines

- Z - Archives - Relations internationales -



Date de mise en ligne : jeudi 22 février 2007

Union des Forces de Progrès

Les États-Unis ne considèrent pas l'intérêt croissant que la Chine porte à l'Afrique comme une menace qui pèse sur leurs propres intérêts dans cette partie du monde, a déclaré le sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, M. James Swan, lors de la conférence qu'il a donnée le 9 février à l'université Columbia, à New York.

Il a rejeté les « vues alarmistes » qui paraissent dans la presse et même dans des revues spécialisées au sujet de l'influence grandissante de la Chine dans le continent africain. Le rôle de la Chine en Afrique, a-t-il indiqué, est devenu une question qui éveille tant d'intérêt que le département d'État a organisé un colloque à ce sujet en décembre 2006, à la suite du forum sur la coopération sino-africaine que Pékin avait organisé peu de temps auparavant et auquel quarante-trois chefs d'État africains et des représentants de cinq autres pays africains avaient participé. La réunion de Pékin a revêtu une grande importance car elle a attiré plus de dirigeants africains que les réunions courantes de l'Union africaine, a-t-il dit en ajoutant que le président de la Chine, M. Hu Jintao, venait d'effectuer ce mois-ci sa troisième visite officielle en Afrique depuis trois ans. Les « motifs et les intentions » de la politique africaine de la Chine ne sont pas inhabituelles pour un pays qui occupe une place de plus en plus importante sur la scène mondiale, a-t-il fait remarquer. Ces vingt dernières années, la Chine a refait son apparition sur cette scène en tant que grande puissance dans les domaines économique, diplomatique et militaire « Il importe que l'on considère son rôle dans le continent africain dans ce contexte plus vaste », a-t-il dit. La Chine a en Afrique des intérêts importants qui comprennent l'accès aux ressources et aux marchés et la recherche d'alliés sur le plan diplomatique. « Aucun d'entre eux ne risque en soi de porter atteinte aux intérêts des États-Unis. En outre, du fait que la Chine y a de véritables intérêts, elle ne manquera pas de jouer un rôle dans le continent africain », tout comme le font les États-Unis. La politique des États-Unis ne consiste « pas à chercher à réduire le rôle de la Chine en Afrique, mais à favoriser la coopération dans toute la mesure du possible, à modérer les influences négatives dans certains grands domaines, en particulier la gouvernance et les droits de l'homme, ainsi qu'à continuer d'inciter ce pays à devenir une partie prenante responsable sur la scène internationale. » A cet effet, Washington « souhaite que la Chine agisse d'une manière qui contribue à renforcer le système mondial et à promouvoir la paix et la prospérité et qu'elle fasse preuve d'un comportement conforme à son rôle de puissance mondiale. » A cet égard, la Chine joue un rôle positif, notamment en participant à des opérations internationales de maintien de la paix en Afrique. Elle a ainsi envoyé plus de 1.300 soldats au Liberia, en République démocratique du Congo et dans le sud du Soudan. En revanche, le gouvernement chinois ne s'est pas montré très empressé à encourager la démocratie, la gouvernance et la transparence dans les pays africains. On a l'impression, a dit M. Swan, que la Chine est « disposée à choyer les gouvernements autoritaires » tels que celui du président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, « dont la mauvaise gestion et la répression politique ont entraîné depuis sept ans le déclin économique du pays », qui s'accompagne de nombreuses violations des droits de l'homme. Cette approche passive en matière de droits de l'homme et de gouvernance met de plus en plus la Chine dans une position en contradiction avec l'opinion de la plupart des pays africains qui estiment que ce sont là des dossiers importants. Malgré les divergences entre les États-Unis et la Chine en ce qui concerne l'Afrique, a-t-il fait remarquer, il leur est possible de coopérer dans de nombreux domaines, notamment en matière d'aide, de soutien aux opérations de maintien de la paix et de santé publique. La Chine s'est rapprochée des États-Unis pour ce qui est de sa position envers le Darfour. Elle a récemment voté en faveur du programme de l'ONU visant à envoyer une force de maintien de la paix dans cette région du Soudan et elle s'est montrée disposée à contribuer à convaincre le gouvernement soudais d'accepter cette force. Il faut espérer, selon M. Swan, que la Chine continuera d'exercer des pressions sur le Soudan à ce sujet.

Algérie : Afrique-Chine, les promesses et les statistiques

La Tribune (Algiers) 19 Février 2007 Publié sur le web le 20 Février 2007 Azzedine Chabane En tournée dans huit pays africains, début février, le président Hu Jintao a encore chanté les louanges du partenariat sino-africain, promis mutuellement bénéfique, tout en se livrant à une vive critique des concurrents occidentaux qui accusent son pays de

pratique néocolonialiste. Fascinés par le dragon asiatique, les élites africaines n'en ont cure, convaincues de la sincérité autant que du pragmatisme des partenaires chinois, tandis que, dans nombre de pays, une partie de la population locale manifeste son exaspération de voir débarquer une concurrence besogneuse et agressive, notamment dans le petit commerce comme c'est le cas au Nigeria, en Ethiopie, au Sénégal et en Afrique du Sud, surtout dans la restauration. La Chine est parvenue à s'imposer comme un partenaire crédible, sinon un « ami » des Africains dont elle partage les préoccupations fondamentales de progrès et d'émancipation. Ses investissements sur le continent sont passés de dix milliards de dollars, il y a une dizaine d'années, à plus de 50 milliards, en 2006, et Pékin a promis, lors d'un sommet Chine-Afrique, premier du genre, en novembre dernier, de porter à 100 milliards le montant global d'ici à 2010. Il faut dire que les créneaux de la coopération sont multiples et les appétits du dragon de plus en plus élevés. Les matières premières africaines, en particulier le pétrole, sont une véritable manne pour les entreprises chinoises dont l'autosuffisance en hydrocarbures s'est achevée en 1993. Se situant à 30% des besoins actuels de la Chine, la part africaine en pétrole est appelée à croître singulièrement au cours des prochaines années. Intervenant dans le bâtiment, les infrastructures autoroutières, les ouvrages d'art ou encore l'industrie automobile, la Chine apporte en Algérie, en Afrique du Sud, au Nigeria, au Soudan et dans plusieurs autres pays, un indéniable savoir-faire, souvent à moindre coût, par rapport aux concurrents européens et autres. Depuis deux ans, la Chine s'est imposée comme le troisième partenaire commercial de l'Afrique, derrière les Etats-Unis et la France. Le continent ne représente pas seulement un enjeu géopolitique, mais il est aujourd'hui un réservoir primordial de matières premières, pour l'empire du Milieu qui sait que ses besoins vont s'accroître considérablement, d'ici peu. C'est pour cela que la Chine a fait feu de tout bois, apportant ses investissements et son expertise technologique, nonobstant un soutien politique au sein du Conseil de sécurité, comme elle l'a fait pour le Soudan, dans l'affaire du Darfour. Surtout, les entreprises chinoises ne se contentent pas de chercher tous les accès possibles aux matières premières du continent africain, elles l'investissent également en termes de marché, les produits manufacturés « made in China » gagnant du terrain à une vitesse vertigineuse, en Algérie comme partout ailleurs. A maintes reprises, les dirigeants chinois n'ont pas hésité à prôner une coopération pragmatique, promettant de multiplier les investissements pour amarrer les économies des pays africains au train du développement technologique et industriel chinois. Alléchante, la proposition s'est avérée concrète, Pékin ne se contentant pas de fausses promesses. Le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe ont de quoi se satisfaire quant à la relation tissée avec le dragon asiatique et ce ne sont pas eux qui vont décrier un tel partenariat, même si l'empire du Milieu a, sans doute, de gros appétits en ce qui concerne les « échanges ». La méthode du discours Le récent contrat sur le pétrole remporté par deux sociétés chinoises au Nigeria illustre l'importance de cet appétit grandissant. En effet, le niveau des échanges entre l'Afrique et la Chine a atteint, en quelques années seulement, une ampleur inégalée. En 2007, Pékin ambitionne de bousculer les Etats-Unis et la France pour avancer encore d'un cran dans la hiérarchie des partenaires incontournables de l'Afrique, puisque ses investissements pourraient atteindre plus de 70 milliards de dollars. En témoignent les chiffres suivants : en 1995, Pékin achetait 9% du pétrole africain, hors Maghreb, tandis qu'en 2005 elle en absorbait 28%. Pour le coton, elle est passée de 9,4% en 1994 à 20,7% en 2006, contre 56,7% pour les Etats-Unis. Aux données strictement économiques correspond, en outre, une réalité humaine autant significative de l'importance de la nouvelle relation entre l'Afrique et la Chine. La diaspora chinoise en Afrique s'est considérablement déployée, selon deux catégories : d'un côté, celle des immigrés, qui vivent pour la plupart du commerce en provenance de Chine, de l'autre, celle des expatriés, qui travaillent sur les grands chantiers dans les hydrocarbures et le BTP. La principale communauté (plus de 30 000 Chinois) est implantée au Nigeria. 20 000 autres Chinois vivent en Afrique du Sud, tandis que plusieurs milliers résident à l'île Maurice et à Madagascar. En Algérie, ils sont environ 20 000, répartis sur tout le territoire national, dont plus de la moitié active dans le petit commerce (textile, faïence et gadgets). Le volume des échanges sino-algériens atteignait, en 2005, près de 2 milliards de dollars, soit une augmentation de 42% par rapport à 2004. L'Algérie importe de Chine pour 1,4 milliard de dollars contre 300 millions de dollars d'exportations en hydrocarbures. La coopération concerne le bâtiment, les télécommunications et la défense. Elle est appelée à connaître un remarquable essor, au cours des prochaines années, compte tenu du remarquable dynamisme des entreprises et des commerçants chinois qui se sont adaptés aux dures réalités du marché national, avec une aisance stupéfiante. Telle est la méthode du discours que l'homme d'affaires chinois applique avec son légendaire sourire et les statistiques fleurissent, un peu partout dans le continent africain, qui plaident en faveur d'un partenariat pragmatique (c'est l'essence même du propos de Pékin) et qui apparaissent comme autant de signes prometteurs d'une coopération mutuellement bénéfique, réellement annonciatrice de progrès et de développement pour l'Afrique. Si prometteurs, il est vrai, qu'on a encore du mal à y

croire pleinement.

United States Department of State (Washington, DC) Jim Fisher-Thompson Washington, DC